



Comment l'Europe est devenue complice du Califat qui vient, Bat Ye'or

"À la Foire du Livre de Turin, du 14 au 18 mai 2009, l'éditeur Lindau présentera le nouveau livre de Bat Ye'Or, «Vers le Califat Universel». Comment l'Europe est devenue complice de l'expansionnisme musulman (vendredi 15 mai, à 19 heures, espace Auteurs B). L'auteure elle-même sera là, présentée par Ugo Volli. Bat Ye'Or nous a adressé cet article qui constitue une introduction à son livre et que nous publions avec grand plaisir." (Informazione Corretta).

11/05/09

Texte original italien : "Come l'Europa è diventata complice del Califfato in arrivo, l'analisi di Bat Ye'Or" [Comment l'Europe est devenue complice du Califat qui vient. L'analyse de Bat Ye'or], 6 mai 2009.

Traduction française : D. Elinor Guez

La plupart des Européens n'ont pas encore compris que leurs structures nationales et souveraines se sont déjà dissoutes dans le multilatéralisme et le multiculturalisme. Ils croient pouvoir encore agir sur leur propre destinée nationale en restant dans la sphère démocratique qu'ils se sont créée. En réalité, le pouvoir décisionnel au niveau national, en matière de politique intérieure et étrangère, leur a déjà échappé des mains.

Aujourd'hui les populations de l'UE sont gérées par des organisations internationales comme les Nations Unies, la Fondation Anna Lindh, l'Alliance des Civilisations, l'Organisation de la Conférence Islamiste (OCI) et sa filiale, l'ISESCO, interconnectées en réseaux, qui agissent en vue d'une gouvernance mondiale dans laquelle l'influence de l'OCI prédomine sur l'ONU.

Le transfert du pouvoir hors des frontières nationales de chaque Etat membre de l'Union Européenne, vers les organisations internationales, se fait par le truchement des instruments appelés "dialogue" et "multilatéralisme", liés aux réseaux désignés par les Etats: Dialogue Euro-Arabe, Medea, Processus de Barcelone, Union pour la Méditerranée, Fondation Anna Lindh, Alliance des Civilisations, Parlement Euro-Méditerranée (PEM), etc. Ces réseaux transmettent des directives à des sous-réseaux, à des myriades d'ONG, et aux représentants de la "société civile", activistes de l'immigration et du multiculturalisme, qu'ils choisissent eux-mêmes.

Le réseau des institutions politiques, avec ses "think tanks" [laboratoires d'idées], souvent financés par la Commission Européenne, transforme de telles directives en opinion publique en les amalgamant à la presse, à des publications, et des films, véritables ingurgiteurs de milliards. Les populations européennes sont enfermées dans un jeu de miroirs qui se renvoient mutuellement, à tous les niveaux et jusqu'à l'infini, les opinions préfabriquées d'ordres du jour politiques et culturels qu'elles ignorent et souvent désapprouvent.

Cette transformation d'une « Europe des Nations » en une Europe unifiée et intégrée aux organisations internationales comme l'ONU, l'UNESCO, l'OCI, etc., répond à la stratégie

de l'UE, en particulier dans sa dimension méditerranéenne. Une telle optique sous-tend aussi bien la politique de l'UE que celle de l'OCI, toutes deux unies – bien que pour des intérêts divergents – dans leurs combats contre les nationalismes culturels et identitaires locaux en Europe.

Ce mouvement promeut le multiculturalisme et l'internationalisme d'une population européenne destinée à se transformer et à disparaître, en vertu de l'union des deux rives de la Méditerranée et d'une immigration en provenance de l'Afrique et de l'Asie, encouragée par la Déclaration Durban II. Cette Déclaration est conforme à la politique de l'OCI concernant la protection de l'émigration en Occident.

A cette fin, la notion et la conscience mêmes d'une civilisation européenne qui fut caractéristique et spécifique au cours des millénaires, se désintègrent, tandis que l'on continue à combattre les identités culturelles européennes, assimilées au racisme.

L'OCI suit un parcours similaire à celui de l'Union Européenne, en s'organisant comme force transnationale, mais, contrairement à l'UE, elle s'impose grâce à l'enracinement de l'Ouma dans la sphère de la religion, de l'histoire et de la culture coraniques.

Qu'est l'OCI ? C'est une organisation centralisée, créée en 1969 pour détruire Israël. Elle regroupe 56 Etats membres (musulmans, ou majoritairement musulmans) et l'Autorité Palestinienne. Ces Etats se trouvent en Asie, en Afrique et en Europe, avec l'Albanie, la Bosnie Herzégovine et le Kosovo.

L'OCI est la seconde organisation intergouvernementale après les Nations Unies, et représente un milliard trois cents millions de musulmans. Au Onzième Sommet islamique de Dakar, les 13 et 14 mars 2008, l'OCI a adopté une charte qui en définit les principes et les objectifs, dont le premier consiste en l'unification de la Ouma (la communauté islamique mondiale) par le biais de son enracinement dans le Coran et dans la Sunna, et de la défense solidaire des causes et des intérêts musulmans sur la planète.

Cette politique explique la recrudescence de la religiosité musulmane, en général, Europe incluse, et de la haine envers Israël et l'Occident. Ses organes principaux sont :

1. La Conférence Islamique, qui constitue l'instance suprême de décision et est composée de rois et de chefs d'État.
2. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères.
3. Le Secrétariat général, qui est l'organe exécutif de l'OCI.
4. La Cour Islamique Internationale de Justice, qui deviendra l'organe juridique principal de l'organisation (article 14) et jugera, en conformité avec les valeurs islamiques (article 15).

L'OCI est dotée d'une structure unique parmi les nations et les sociétés humaines. En effet, ni le Vatican ni les diverses Eglises n'ont de pouvoir politique, même si, concrètement, ils font de la politique, parce que, dans le christianisme comme dans le judaïsme, les fonctions religieuses et politiques doivent rester rigoureusement séparées. Les religions asiatiques n'ont pas non plus un système réunissant en une instance unique l'organisation de la religion, de la stratégie, de la politique et du système judiciaire.

L'OCI, par contre, non seulement jouit d'un pouvoir illimité, grâce à l'union et à la cohésion de tous les pouvoirs, mais il s'y ajoute aussi l'infaillibilité que lui confère la religion.

Réunissant sous une seule direction 56 pays, dont certains des plus riches de la planète, l'organisation contrôle la plus grande partie des ressources énergétiques mondiales. L'OCI est une organisation religieuse et politique qui fait partie de la sphère d'influence des Frères Musulmans, avec lesquels elle a en commun, de toutes façons, la vision stratégique et culturelle d'une communauté religieuse universelle, la Ouma, ancrée dans le Coran, dans la Sunna et dans le canon orthodoxe de la charia.

Que la religion soit un facteur prioritaire pour l'OCI, se manifeste avec évidence dans son langage et dans ses objectifs. C'est ainsi que la Conférence de Dakar (mars 2008) a pris le titre de « Conférence du Sommet Islamique, session de la Ouma islamique du XXI^e siècle ». Dans le préambule de la charte de l'OCI, les Etats-membres confirment leur union et leur solidarité, inspirées par les valeurs islamiques, en vue de renforcer leurs intérêts communs et la promotion des valeurs islamiques dans l'arène internationale.

Ils s'emploient à redonner vie au rôle pionnier de l'islam dans le monde, à développer la prospérité dans les Etats membres, et, contrairement aux Etats européens, à assurer la défense de leur souveraineté nationale et de leur intégrité territoriale. Ils affirment que la vraie solidarité implique nécessairement le renforcement des institutions et la conviction profonde d'avoir un destin commun, sur la base des valeurs communes définies dans le Coran et dans la Sunna (§ 4), qui fixent les paramètres d'une bonne gouvernance islamique.

Ils recommandent la contribution des moyens d'information à la promotion et la défense des causes de la Ouma et des valeurs de l'islam. Ils affirment la solidarité de l'OCI avec les minorités musulmanes et les communautés d'immigrants dans les pays non musulmans, et recommandent la collaboration avec les organisations internationales et régionales pour garantir leurs droits dans les pays étrangers afin de préserver leur dignité, leur identité culturelle et religieuse et leurs droits.

L'OCI s'emploie, en outre, à stimuler les nobles valeurs de l'islam, à en préserver les symboles et le patrimoine commun, et à défendre l'universalité de la religion musulmane; en termes plus clairs, c'est la diffusion universelle de l'islam (da'wah). Elle s'emploie à inculquer les valeurs islamiques aux enfants musulmans. Elle proclame son soutien à la Palestine, avec comme capitale Al-Quds Al-Sharif, le nom arabisé de Jérusalem.

L'OCI soutient tous les mouvements musulmans de lutte, comme celles du peuple turc à Chypre, du Soudan, des Palestiniens ; elle condamne l'occupation par l'Arménie de territoires en Azerbaïdjan, et dénonce l'oppression des musulmans en Grèce, au Myanmar [Birmanie], dans le Caucase, en Thaïlande, en Inde et aux Philippines.

Sur la scène internationale, l'OCI a créé différents comités pour coordonner ses initiatives et sa politique dans les domaines stratégique, économique, social, religieux, médiatique, éducatif et scientifique, au plan interétatique des pays musulmans et au niveau international. Les objectifs stratégiques de la Charte ont pour but : « d'assurer une participation active des Etats membres (de l'OCI) au processus mondial de prise de décision en matière politique, économique et sociale afin de garantir leurs intérêts communs » (I-5) ; et de « promouvoir et défendre des positions unifiées sur les questions d'intérêt commun dans les forums internationaux ».

Parmi ses objectifs, la charte de l'OCI cite la diffusion, la promotion et la préservation des enseignements et des valeurs islamiques, la diffusion de la culture islamique et la sauvegarde du patrimoine islamique (I-11) ; la lutte contre la diffamation de l'islam, la préservation des droits, de la dignité et de l'identité religieuse et culturelle des communautés et des minorités musulmanes dans les Etats non-membres de l'OCI (I-6). Ce point affirme une tutelle sur les immigrés musulmans provenant de l'extérieur et les pressions exercées par l'OCI, par le truchement des dialogues et de l'Alliance des civilisations, sur les gouvernements des pays d'accueil non musulmans. En tant qu'organisation musulmane religieuse, comme elle se définit elle-même, l'OCI affirme être l'organe représentatif du monde musulman. Elle revendique sa solidarité avec toutes les minorités musulmanes qui habitent dans les Etats non-membres de l'OCI (en d'autres termes, les pays non musulmans).

Pour ces minorités, l'OCI demande le bénéfice des droits de l'homme élémentaires, parmi lesquels la protection de l'identité culturelle, le respect de leurs lois de manière à les protéger contre quelque forme que ce soit de discrimination, d'oppression et d'exclusion ; elle exige aussi la préservation du patrimoine culturel des musulmans dans les Etats non musulmans. L'OCI considère comme étant de son devoir de protéger le droit à la culture,

à la religion et à l'identité culturelle des immigrants musulmans et d'assurer leur promotion dans les sphères de pouvoir, d'autorité et d'influence. Ces mêmes droits sont considérés cependant racistes et islamophobes quand ils sont réclamés par des Européens.

Pour assurer la protection des minorités musulmanes immigrées établies en Occident et pour en préserver l'identité, l'OCI a décidé d'internationaliser sa lutte contre l'islamophobie, grâce à sa coopération avec les autres organisations internationales comme les Nations unies, l'Union Européenne, le Conseil de l'Europe, l'OSCE, l'Union Africaine, et ainsi de suite.

Dans ce cas aussi, la politique de l'Union européenne, qui entend soutenir « la légalité internationale » de l'ONU, renforce, en réalité, le contrôle mondial de l'OCI, qui prédomine dans toutes les instances internationales. Mais la priorité politique de l'OCI est naturellement la destruction d'Israël et l'islamisation de Jérusalem. L'OCI prévoit de transférer son siège de Djeddah (Arabie Séoudite) à Al-Kods, la Jérusalem islamisée. Comme l'OCI a les caractéristiques d'un califat universel, la Jérusalem juive et chrétienne devenue Al-Kods, sera le siège d'où la charia gouvernera, comme [elle le fait déjà] à la Mecque, à Gaza et dans les lieux contrôlés par les talibans.

Cette stratégie se développe en association avec beaucoup d'églises ainsi qu'avec l'Europe. L'OCI veut que l'élimination d'Israël soit réalisée, avec une haine profonde, par l'ensemble de la planète, et spécialement les Occidentaux. En d'autres termes elle veut que ce soient les chrétiens eux-mêmes qui détruisent les racines de leur spiritualité. Ce serait un autre parricide après celui de la Shoah. La propagande universelle de haine envers Israël, qui se manifeste dans les canaux occidentaux par le biais de la victimisation et de l'innocence palestiniennes, est l'oeuvre de l'OCI. L'Europe palestinisée, et volontairement culpabilisée, continue à apporter un soutien financier, diplomatique, politique et médiatique à la Palestine et à promouvoir l'émergence d'un califat universel à Al-Kods, sur les ruines de l'antique Jérusalem.

Bat Ye'or

© **Informazione Corretta**

Mis en ligne le 11 mai 2009, par M. Macina, sur le site upjf.org